

Routes

Les Essonnien(ne)s paieront l'entretien des nationales

LA NATIONALE 7 qui deviendrait route départementale en 2006 ? Un sacré coup dur pour les fans de la célèbre chanson de Charles Trenet. En fin de semaine dernière, les élus du conseil général ont dû étudier sérieusement cette hypothèse en donnant un avis sur un projet de décentralisation dans lequel l'Etat prévoit de se « débarrasser » dès l'an prochain de plus de la moitié de ces routes nationales sur le territoire de l'Essonne. Parmi les axes qui devraient être entretenus dans le futur par le conseil général, on retrouve la N 6, la N 7, la N 20 mais aussi une flopée d'artères bien moins importantes. Dans le même temps, les services de l'Etat n'ont prévu de conserver que la Francilienne (N 104), la N 118 (entre Les Ulis et Bièvres) et la N 306. « Un projet inacceptable, ont résumé les élus de la majorité de gauche lors de la séance. On va nous transférer la ges-

tion des routes mais pas les financements pour s'en occuper convenablement »

Conséquence du désengagement de l'Etat

Au cœur de la crainte des élus du conseil général : le peu d'argent dépensé ces dernières années par l'Etat sur les routes qu'il s'apprête à « abandonner ». Un critère qui doit déterminer la somme que le département récupérera pour faire face à ces nouvelles responsabilités. « Selon nos estimations, nous allons recevoir environ 500 000 € alors qu'il nous faudrait un million... pour faire aussi mal que l'Etat ! » s'insurge Michel Berson, le patron socialiste du conseil général. « Nous mettons aujourd'hui 1,30 € par m² de chaussée départementale là où l'Etat ne verse que 80 centimes chaque année »,

soupire Gérard Funès, le vice-président chargé du dossier.

Se profile donc un sacré dilemme pour les élus : entretenir les routes à minima avec les moyens alloués ou bien faire des efforts financiers. Dans le premier cas, ils s'exposeront aux foudres d'automobilistes ; dans l'autre à celles des contribuables. « Si l'Etat continue à se désengager comme ça, je ne sais pas comment nous allons faire pour ne pas augmenter les impôts en 2006 », confirme Michel Berson. « Le gouvernement ne doit pas être le bouc émissaire de la hausse des impôts que le conseil général nous prépare », s'insurge François Durovray, élu d'opposition (UMP).

Passées ces querelles de « gros sous », le département devra s'atteler aux nombreux défis qui vont s'imposer à lui, notamment en matière de sécurisation (*lire ci-dessous*). Le plus important concernera sans doute la

NATIONALE 20. Dès l'an prochain, plus de la moitié des routes nationales passant dans l'Essonne devront être entretenues par le conseil général. (LP/GREGORY PLOUVIEZ.)

N 20, amenée à se transformer en « boulevard urbain » dans sa partie nord entre Massy et Linas. « Un problème se pose, poursuit Gérard Fu-

nès, contrairement à l'Etat, nous n'aurons pas l'autorité suffisante pour imposer un projet aux communes concernées. » **G.P.**



général en 2006 :
N 20, N 191, N 7,
N 6, N 446
(environ
220 km)



De dangereux points noirs à gommer

EN ESSONNE, le conseil général va récupérer 220 kilomètres de routes nationales à gérer, aménager et... sécuriser. Petit tour d'horizon des points noirs particulièrement dangereux répertoriés par les élus et les associations.

LE LONG DE LA N 20

■ « Ce sera le plus gros problème à régler », prévient Gérard Funès (PS), vice-président du conseil général chargé de la voirie. La N 20, qui traverse l'Essonne du nord au sud sur une cinquantaine de kilomètres, est réputée pour être la route la plus dangereuse du département. Les points noirs ne manquent pas, notamment autour d'Arpajon et d'Etampes où l'on recense des chaussées trop étroites, des voies d'accélération trop courtes... « On a même des sorties non homologuées comme celle de Saint-Martin à Etampes qui est en fait une ancienne voie de chantier transformée ! » soupire Franck Marlin, le maire UMP d'Etampes. « On est les parents pauvres de l'entretien des routes », ajoute Pascal Fournier, le maire PS d'Arpajon.

A LA CAMPAGNE, SUR LA N 191

■ Des années que les carambolages se succèdent sur cette voie qui relie Etampes à La Ferté-Alais. En

moyenne, les gendarmes recensent une cinquantaine d'accidents par an, certains mortels. Particulièrement risquée, l'intersection entre la N 191 et la D 837 à Bouville qui doit faire l'objet de travaux d'aménagement d'un giratoire.

AU COUDRAY-MONTCEAUX SUR LA N 7

■ Pour l'association de l'Automobile Club de l'Ouest (ACO), c'est l'un des endroits les plus dangereux du département. Une signalisation un brin confuse nécessite des « aménagements urgents », commente Jean-Claude Valentin, inspecteur départemental de sécurité routière. Piste étudiée : la mise en place d'un éclairage sur le tronçon et la création d'une bande d'arrêt d'urgence.

UNE SOLUTION SUR LA N 6 ?

■ Sauf rebondissement, les travaux tant attendus sur la N 6, à hauteur de la Croix de Villeroy à Tigery, devraient voir le jour prochainement, dans le cadre du contrat de plan Etat-région. Un soulagement pour le conseil général : il n'aura vraisemblablement pas à déboursier les quelque 15 millions d'euros estimés pour ce chantier.

GRÉGORIY PLOUVIEZ